

D 211 BOLIVIE: LA FERMETURE DES RADIOS DU  
PAYS MINIER DE CATAVI

rd du Montparnasse

RIS - FRANCE

74

18-74 Paris

Suite à la fermeture autoritaire, le 13 janvier 1975, de quatre émetteurs radio, dont un appartenant aux missionnaires Oblats, une grève générale des 6.000 mineurs de la région a été déclenchée du 13 au 17 janvier dernier (cf D 204).

Dans le rapport ci-dessous adressé à la Conférence Episcopale Bolivienne, les missionnaires Oblats donnent des détails sur l'intervention de l'"Opération Commando" et la réaction des mineurs.

(Note DIAL)

17 SEP. 1976

RAPPORT OFFICIEL DES PERES OBLATS SUR LES RECENTS EVENEMENTS  
DES MINES DE CATAVI, LLALLAGUA ET SIGLO XX (13-17 JANVIER 75)

1- Perquisitions et vols

Le 13 janvier de cette année, les presbytères de Llallagua et Siglo XX ont été simultanément perquisitionnés, ainsi que les dépendances de "Radio Pie XII". Des policiers du ministère de l'Intérieur, secondés par la Garde Nationale, se sont déplacés cette nuit-là dans douze camions de La Paz au district minier de Catavi. On estime que le contingent qui composait "l'Opération Commando" comptait quatre cents hommes.

A la paroisse de Llallagua, ils ont fait irruption à 4 h 20 du matin. Il n'y avait que le curé de la paroisse, le P. Roberto Durette, de nationalité nord-américaine. De nombreux policiers sont entrés dans la maison en brisant les fenêtres. Le prêtre était en train de se reposer; il ne s'est d'abord pas rendu compte de ce qui se passait, jusqu'au moment où sept ou huit policiers ont forcé la porte de sa chambre à coucher. Réveillé par le bruit, il s'est dressé sur son lit. Au même moment, les policiers ont pénétré dans la pièce et l'ont frappé à coups de poing et de crosse au point de le laisser évanoui dans son lit; le prêtre n'avait pas dit un seul mot. Les policiers se sont livrés au pillage (nous ferons plus loin un récit détaillé de ce qu'ils ont volé). Pendant vingt minutes la maison a été minutieusement fouillée. Les policiers sont aussi entrés à la sacristie, ont profané les vases sacrés et tout retourné dans les meubles et les armoires. Ils ont emporté la collecte du dimanche et tous les objets de valeur qu'ils ont trouvés dans la maison.

Après le départ des représentants de l'ordre, des voisins sont arrivés, impressionnés par ce qui était arrivé. Ils ont emmené à l'hôpital "C.O.P.O.S.A." le prêtre qui était toujours évanoui. Depuis l'hôpital ils ont appelé au téléphone la paroisse de Catavi. A 6h du matin, le P. Renato arrivait de Catavi et emmenait dans sa jeep le P. Roberto à la paroisse de Catavi.

Entre-temps, des événements semblables avaient lieu dans la paroisse de Siglo XX. Le frère Froilán Gonzáles, étudiant en théologie au sémi-

naire de Cochabamba, se trouvait de passage et logeait à la paroisse. A 4h20 du matin, il a été brutalement réveillé par sept policiers qui le menaçaient de leurs armes. Ils l'ont conduit jusqu'à la salle d'enregistrement de "Radio Pie XII". Ils l'ont obligé à mettre les mains en l'air et à se tourner contre le mur. Peu après, le P. Gustavo Pelletier, curé de Siglo XX, a été conduit au même endroit. En entendant du bruit, il s'était levé et s'était rendu au bureau paroissial où cinq policiers mettaient tout sens dessus dessous. Sous la menace des armes, on lui a intimé l'ordre de se rendre, les mains en l'air. Quelque temps plus tard, le P. Gustavo et le F. Froilán ont été conduits en voiture à la garnison militaire de Uncía où ils se sont trouvés en compagnie de plusieurs ouvriers de la mine qui avaient aussi été arrêtés. A ce moment, ils se sont rendus compte que la radio avait été démantelée et qu'une grande partie des équipements avait été transportée à cet endroit. Ils ont pu aussi voir divers objets personnels leur appartenant tels que des postes radio et autres choses.

Avec seize ouvriers de la mine, ils ont été transportés dans plusieurs voitures jusqu'au D.I.N. de Oruro. Parmi les mineurs arrêtés il y avait les dirigeants, menottes aux mains. Les quatorze autres étaient des ouvriers de la base qui n'avaient participé à rien. Certains d'entre eux étaient des veilleurs de nuit qui, par ironie du sort, avaient été fait prisonniers parce qu'ils accomplissaient fidèlement leur devoir. De même quelques jeunes gens se sont trouvés en prison alors qu'ils regagnaient leurs maisons après avoir fait la fête.

A midi, les prisonniers ont été transportés de Oruro à Viacha. Ils ont été incarcérés à la D.I.N. dans des conditions d'hygiène lamentables avec une seule paille pour quatre prisonniers. La première nuit, ils n'avaient aucune couverture pour se couvrir. Ensuite, à grâce à la Croix-Rouge, ils ont pu avoir au moins une couverture. Le froid est très intense, surtout la nuit. La nourriture aussi était de mauvaise qualité.

A minuit, le P. Gustavo a été conduit dans les bureaux du ministère de l'Intérieur; on a relevé son identité et préparé son expulsion immédiate vers le Paraguay. Heureusement, par suite du mauvais temps, l'appareil de la Force Aérienne qui devait l'emmener n'a pas pu décoller de l'aéroport de La Paz. Le lendemain, le mauvais temps persistant encore, l'ordre d'expulsion a été suspendu par le ministre de l'Intérieur par suite des démarches du secrétaire de la Conférence Episcopale, le P. Alejandro Mestre. L'ordre d'expulsion du P. Gustavo est pour nous extrêmement étrange, puisque celui-ci n'a jamais été en relation directe avec "Radio Pie XII" et que les accusations lancées contre nous par le gouvernement sont toutes en rapport direct avec la radio. Le P. Gustavo est resté en détention et au secret au ministère de l'Intérieur pendant quatre jours; il n'a subi aucun interrogatoire et il n'a fait l'objet d'aucune accusation concrète. Il a été libéré le 16 janvier sans rien savoir ni de son arrestation ni de sa libération. Grâce au mauvais temps il continuera son travail en Bolivie. La même chose est arrivée au F. Froilán. Pendant ce temps-là, dans la paroisse de Catavi, les PP. Renato Laberge, Rodrigo Darcoux et Roberto Durette étaient assignés à résidence; il leur était interdit de sortir dans la rue, même pour l'exercice de leur ministère pastoral.

Le 13 janvier, à 8h du matin, les ouvriers de la mine ont appris avec stupéfaction et consternation ce qui était arrivé. Les émetteurs "La Voix

du Mineur" de Siglo XX, "Radio 21 Décembre" de Catavi, et "Radio Llallagua" de Llallagua avaient subi le même sort que "Radio Pie XII". L'"Opération Commando" ressemblait davantage à une expédition punitive contre un pays ennemi qu'à une action légale du gouvernement. En apprenant que les quatre émetteurs avaient été démantelés, les ouvriers ont eu une réaction unanime. Le travail a été immédiatement paralysé et les travailleurs se sont rassemblés sur la place de Siglo XX. Ils sont descendus en manifestation jusqu'à Catavi, à quelques quatre kilomètres de Siglo XX; les ouvriers de la localité ont alors adhéré à la manifestation. Pendant quelques heures, ils ont occupé le réseau radio de l'entreprise pour entrer en communication avec les autorités gouvernementales. Ils ont réalisé une assemblée générale et décidé une grève générale de 96 heures à partir de ce moment. Tous les ouvriers (plus de cinq mille) se sont pliés à la grève avec discipline.

Parce qu'elle redoutait l'expulsion des prêtres, la population minière dans son ensemble a voulu, dans un geste de solidarité envers eux, les protéger dès ce moment. Jour et nuit, le presbytère de Catavi a été entouré de gens; les policiers ont alors préféré se retirer des environs immédiats de la maison.

Au moment où nous rédigeons ce rapport, la situation n'a pas changé. Le gouvernement a déclaré que la fermeture des quatre émetteurs était "définitive". Les mineurs ont décrété une grève "illimitée". Les évêques et les institutions catholiques ont protesté. Tandis que le P. Gustavo et le F. Froilán ont recouvré leur liberté, les trois Oblats qui sont dans les mines avec le P. Jaime Bartroli ont décidé de rester avec les mineurs dans ces moments dramatiques. Le P. Roberto, dont le foie a été gravement atteint par les coups reçus, garde la chambre dans la paroisse de Catavi, mais il a décidé de ne pas abandonner la mine jusqu'à ce que le problème minier soit résolu au niveau gouvernemental.

## 2- Inventaire de ce qui a été volé par les policiers dans les paroisses de Llallagua, Siglo XX et à "Radio Pie XII"

### Paroisse de Llallagua:

Montre personnelle du P. Roberto, marque Bulova; son poste radio; deux magnétophones, un appareil de radio-communication, un transformateur, des disques, des cassettes, des bandes magnétiques, des couvertures, du linge de corps, divers objets personnels; un régulateur de tension et divers livres. A la sacristie de Llallagua, l'amplificateur et l'électrophone de l'église, ainsi que l'argent de la collecte du dimanche.

### Paroisse Siglo XX:

Un transistor, un magnétophone, une machine à calculer, un appareil de photo et 5.000 pesos. La montre personnelle du F. Froilán, son blouson de cuir et ses papiers d'identité.

### "Radio Pie XII":

Trois meubles avec électrophones et magnétophones professionnels, des micros, des récepteurs, de l'argent du secrétariat, une machine à écrire, des bandes magnétiques, des disques. Le téléphone a été mis hors d'usage, ainsi que beaucoup d'objets de valeur, de même que des carreaux et des portes. Les photos prises et qui se trouvent entre nos mains corroborent la gravité des faits, ainsi que les informations recueillies par Mgr Fernández, évêque de Oruro, et par la commission envoyée de Potosi par Mgr Fey et composée du P. Castedo, vicaire général de Potosi, et du P. Biswalt.

### 3- Réflexions sur la ligne pastorale des Oblats en Bolivie

Il est évident que les souffrances, les insultes et les menaces dont nous avons été victimes à cette occasion et en d'autres, de la part de certaines autorités gouvernementales, sont en relation directe avec la ligne pastorale que nous avons choisie. A l'époque, il y a de cela plusieurs années, nous savions que nous ne prenions pas le chemin de la commodité et du succès facile. A l'exemple du Christ et conformément aux encouragements de l'Eglise, nous avons choisi l'identification au peuple qui souffre le plus; dans le cas concret, au peuple des mineurs. "Radio Pie XII" devait évidemment se trouver intégrée dans cette ligne pastorale. La restitution de l'émetteur et des biens d'équipement ne nous intéresse qu'en fonction de notre apostolat. Si "Radio Pie XII" ne peut travailler dans le sens d'une ligne évangélique authentique, elle n'a aucune raison d'être.

#### Quelques critères pour juger le travail de "Radio Pie XII"

##### a) "Radio Pie XII" est une radio d'Eglise

Parce qu'elle est la propriété des Oblats, elle répond à leur projet pastoral. Les responsables directs de tout faux pas commis par l'émetteur c'est nous et non les speakers. Et puisqu'il s'agit d'une radio d'Eglise, l'orientation et la critique relèvent des évêques. Le gouvernement ne nous accuse pas d'avoir commis une faute isolée, mais nous reproche toute une ligne de conduite qui répondait à des critères que nous nous sommes donnés en méditant l'évangile et en lisant les récents documents de l'Eglise. Le problème est donc grave. Le gouvernement se dit chrétien; cependant il pourchasse les mineurs et leur refuse les droits les plus élémentaires comme celui d'association. Nous croyons pour notre part que nous agissons en chrétiens en prenant la défense des droits des ouvriers mineurs. Ce sont les évêques qui doivent nous dire qui a raison, car nous sommes saturés des belles déclarations faites publiquement par un gouvernement qui s'affiche comme chrétien, alors que les pauvres sont chaque jour plus pauvres et que les droits d'association, de liberté de la presse ainsi que les garanties individuelles sont chaque jour étouffés un peu plus et foulés aux pieds. Si elle doit exister, la radio existera pour défendre ces droits comme étant un impératif de notre foi en Dieu et dans les hommes.

##### b) "Radio Pie XII" est une radio de promotion

C'est elle qui a commencé l'alphabétisation par la radio en Bolivie, qui a formé de prestigieux speakers et journalistes du pays, qui a inlassablement défendu les droits des travailleurs, qui a donné l'impulsion du développement du nord de Potosí, qui a promu le sport, la Sécurité Sociale, les droits de la femme et le syndicalisme. Il semble que seules les hautes autorités du gouvernement ne s'en soient pas aperçu. On nous a répété à satiété que "Radio Pie XII" est "subversive", "agitatrice", "extrémiste". "Radio Pie XII" est une radio qui se veut du peuple et pour le peuple. C'est tout. Celui qui ignore le milieu populaire peut difficilement être un juge impartial. Il faut vivre près de la réalité minière pour la connaître. La mine a donné naissance à d'immenses richesses et laissé le mineur toujours plus pauvre. La mine, aujourd'hui encore, est l'antichambre de la mort. La radio n'a jamais été extrémiste ni subversive. Elle n'a fait que dénoncer une misère et une injustice qui par elles-mêmes sont subversives. La radio ne se contente pas de changer le mineur. Elle sait que cela est impossible si on ne change pas la situation. La radio veut changer l'homme ainsi que la situation d'oppression et d'injustice.

On nous a dit qu'il y a des enregistrements qui sont la preuve des appels de l'émetteur à la subversion. Nous savons que c'est faux. Si nous voulons être justes dans notre jugement, il faut distinguer entre ce que "Radio Pie XII" dit comme expression de sa propre pensée et ce qu'elle est parfois obligée de retransmettre. Dans un journal, on fait la distinction entre l'éditorial et ce qui est dit dans une "lettre ouverte" publiée dans le même journal. Nous avons souvent dû retransmettre les discours des dirigeants syndicaux prononcés au cours de manifestations ou d'assemblées. Leur retransmission est une condition difficilement évitable en milieu minier, quand cinq mille hommes descendent dans la rue pour une manifestation, et c'est d'ailleurs un service rendu au peuple qui veut faire entendre sa voix. Mais en même temps que les discours des syndicalistes, nous avons parfois retransmis les discours du président de la République et des ministres d'Etat. Très souvent, l'émetteur n'était d'accord ni avec le ton menaçant des discours ni avec leur contenu. Mais nous les avons retransmis parce que c'était un service d'information rendu à la communauté. Nous aimerions qu'on juge du contenu de nos bandes enregistrées, mais qu'on en juge, s'il vous plaît, sur le tout et en tenant compte du milieu comme du contexte.

Il est très facile de connaître la pensée de "Radio Pie XII". De la même façon que "Radio Fides" et que les journaux les plus prestigieux, "Radio Pie XII" a diffusé un éditorial tous les jours depuis près de 20 ans. C'est l'émission de midi, intitulée "Le Mot d'Aujourd'hui". Celui qui veut savoir ce que pense réellement et ce que dit "Radio Pie XII" peut écouter ces enregistrements. Ils reflètent notre pensée et nous sommes pleinement responsables de leur contenu.

c) "Radio Pie XII" est une radio bolivienne

Elle l'est en premier lieu parce qu'elle est une radio légalement autorisée à émettre par le gouvernement bolivien de par le Décret suprême n° 119.608 du 8 février 1965, signé par le président de la République de l'époque, M. Victor Paz Estensoro. "Radio Pie XII" n'est pas une radio clandestine, comme l'a affirmé un peu légèrement un ministre d'Etat. Elle l'est surtout parce qu'elle cherche à trouver des réponses aux problèmes réels du pays, parce qu'elle s'est identifiée avec la culture du pays et parce qu'elle cherche la promotion du peuple et de ses valeurs.

Certaines personnes qui occupent des postes de haute responsabilité dans le gouvernement ont voulu en quelque sorte nous insulter et nous retirer toute autorité en disant publiquement que nous sommes des "étrangers". L'Eglise n'a pas de frontières. L'Eglise est universelle. Nous sommes des étrangers par notre origine, mais nous ne sommes pas des étrangers obéissant à des consignes ou à des intérêts dictés de l'extérieur. Nous nous croyons plus boliviens que ceux qui dénigrent leur propre pays, qui imitent des modèles de vie étrangers, qui investissent leurs dollars en Suisse ou aux USA et abandonnent leur patrie à la première occasion. Par conséquent, nous nous estimons et sommes bien plus boliviens que ceux qui hypothèquent les richesses et le patrimoine national. Nous n'avons pas pu choisir notre lieu de naissance, mais nous avons pu choisir notre champ d'action sacerdotale. Volontairement et librement, nous avons choisi la Bolivie parce qu'elle est pauvre, exploitée et opprimée; et en Bolivie, nous avons choisi ceux qui sont le plus exploités, c'est-à-dire les ouvriers de la mine. Canadiens, nord-américains, belges, français et espagnols, nous travaillons en union avec les

boliviens, animés du même esprit et éclairés par le même idéal. Nous ne sommes pas venus exploiter un pays traditionnellement exploité par l'étranger depuis la Colonie jusqu'à nos jours. Seuls, la haine et l'intérêt peuvent arriver à aveugler certains au point qu'ils n'arrivent plus à distinguer actuellement entre celui qui vient dans ce pays pour s'enrichir illégalement et celui qui vient avec l'Esprit du Christ pour partager la vie du peuple et souffrir humblement avec lui. Mais le peuple avec lequel nous travaillons sait bien faire la distinction. C'est précisément pour cela que nous restons.

d) "Radio Pie XII" est une radio des PP. Oblats

Vouloir l'identifier avec l'une ou l'autre personne est impossible. Elle correspond à la pensée de tous et nous suivons collégialement la ligne tracée en acceptant d'en porter l'entière responsabilité. Nous sommes une équipe unie par les mêmes idéaux et par les liens d'une amitié véritable. Nous avons tous la même responsabilité et nous aurons tous la même culpabilité, si la preuve en est faite un jour.

e) "Radio Pie XII" est une radio engagée aux côtés du peuple

Elle l'est concrètement avec le peuple des mineurs. Tout arrangement éventuel ne peut se dispenser de cette dimension. L'illégalité invoquée pour justifier la fermeture des trois autres émetteurs des districts miniers, est une illégalité très relative. Certains de ces émetteurs fonctionnent depuis plus de 20 ans sans que personne n'ait exigé les formalités requises aujourd'hui. Il existe dans le pays plus de soixante émetteurs qui travaillent dans les mêmes conditions. La loi est la même pour tous, et pas seulement pour les émetteurs qui n'ont pas de sympathie pour le régime actuel. D'ailleurs, une chose est de fermer un émetteur, autre chose de le démanteler ou tout simplement de le voler. La loi a ses limites, même pour le gouvernement, surtout pour les défenseurs de la propriété privée prise comme valeur absolue.

Nous ne nous étonnons pas de ce qui est arrivé. La souffrance fait partie de la vie de l'apôtre qui veut suivre de près les pas du Maître. C'était logique et prévisible. Par ailleurs, c'est une satisfaction d'être traité aussi durement que le peuple. Jamais nous ne nous sommes sentis aussi près du peuple et par là-même aussi près de Dieu. Nous continuerons dans le même sens, jusqu'à ce que nos évêques nous disent le contraire. Et nous accepterons de continuer le travail dans la mine à condition qu'on nous permette de toujours rester unis au peuple qui souffre.

La Paz, le 17 janvier 1975

René Villegas	Juan Bernardo Duhamel
Gregório Iriarte	Jorge Wavreille
Froilán González	Gustavo Pelletier
Lorenzo Desaulniers	

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

D 211-6/6

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F (avion: tarif spécial)  
Directeur de la publication: Charles ANTOINE  
Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris  
Commission Paritaire de Presse: n° 56249